



Livret des Droits des Femmes Ukrainiennes en France

Путівник з прав українок у Франції

Путеводитель по правам украинок во Франции

Le MOT de la PRÉSIDENTE du CIDFF21

Le 24 février 2022, la Russie envahit le territoire Ukrainien provoquant une guerre et imposant l'exil à des millions d'Ukrainien.n.e.s, exil intérieur ou en-dehors des frontières de l'Ukraine.

La France accueille, comme d'autres pays européens, des réfugiés, parmi lesquels des femmes dont les parcours d'exil, depuis un pays en guerre, sont faits de souffrances mais également parfois de violences.

Au printemps 2022, le CIDFF 21 et les partenaires du territoire se mettent en lien afin de construire un livret adapté aux besoins des femmes ukrainiennes. Ce livret tient compte de leurs parcours spécifiques que nous avons pu identifier grâce à l'aide d'Anna, d'origine ukrainienne. D'autres structures, accueillant des femmes ukrainiennes comme le service Le Pas ont également collaboré activement à la réalisation de ce livret, à travers la participation de plusieurs salariés et bénévoles. C'est grâce au fruit de ce travail collectif que ce livret voit le jour.

Anna nous a aidé pour la traduction de la plaquette en ukrainien et en russe, sachant que certaines femmes, selon la région dont elles sont originaires, maîtrisent mieux l'une ou l'autre langue. Nous souhaitons que ce livret touche toutes les femmes originaires de ce pays.

En tant que Présidente du CIDFF 21, je tiens à remercier tous les acteurs et actrices pour leur implication et j'espère qu'elle permettra aux femmes qui en ont le plus besoin de trouver sur notre territoire les bonnes portes d'entrée dans notre société. A travers cette action, le CIDFF 21 est au cœur de ses missions d'aide, d'accompagnement et d'orientation pour les femmes présentes sur le territoire de la Côte-d'Or, en lien avec l'ensemble des partenaires.

LES TITRES DE SÉJOUR



Entrée sur le territoire français

Les ressortissantes ukrainiennes peuvent bénéficier de droits particuliers selon leur situation.

- Vous êtes en possession d'un passeport biométrique : Vous pouvez entrer sur le territoire français sans Visa, en vertu de la réglementation de l'Union Européenne¹, à condition d'être en possession d'un passeport biométrique. Vous serez alors en situation régulière pour une durée de 90 jours. Durant cette période, vous pourrez solliciter le bénéfice de la protection temporaire.
- Vous n'êtes pas en possession d'un passeport biométrique : Vous pouvez prendre rendez-vous à l'ambassade de France à Kiev pour créer et compléter votre dossier de demande de visa court séjour. Une fois ce visa accordé, vous pourrez entrer et circuler librement sur le territoire français pendant une durée de 90 jours. Durant cette période, vous pourrez solliciter le bénéfice de la protection temporaire².

Le séjour en France³

L'Union Européenne a activé le dispositif de protection temporaire pour les ressortissants ukrainiens le 4 mars 2022. Ce dispositif vous accorde un droit au séjour d'une durée de six mois maximum, renouvelable jusqu'à 3 ans. Vous pouvez en bénéficier sous certaines conditions :

- Vous êtes de nationalité ukrainienne et résidiez en Ukraine, ou vous étiez en possession d'un visa Schengen dans un pays de l'Union Européenne à partir du 24 février 2022.
- Vous êtes ressortissante d'un autre pays et vous bénéficiez d'une protection internationale ou nationale au titre du droit d'asile en Ukraine avant le 24 février 2022.
- Vous êtes ressortissante d'un autre pays et vous résidiez sur le territoire ukrainien avec un titre de séjour en cours de validité, conforme au droit ukrainien et vous ne pouvez pas rentrer dans votre pays d'origine dans des conditions sûres et durables.
- Vous êtes membre de la famille d'une personne qui répond aux critères énoncés ci-dessus.

Asile

La demande d'asile recouvre le statut de réfugié et le bénéfice de la protection subsidiaire.

Le bénéfice de la protection temporaire ne prive pas du droit de demander l'asile⁴. Ce bénéfice dure tout au long de la procédure d'examen de la demande d'asile.

1) Source : Règlement (UE) 2018/1806 du 14 novembre 2018.

2) Source : Ministère des Affaires étrangères.

3) Sources : Décision d'Exécution (UE) 2022/382 du Conseil, 4 mars 2022 // Instruction relative à la mise en œuvre de la décision du Conseil de l'Union européenne du 5 mars 2022, prise en application de l'article 5 de la directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001, co-signée par le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Santé.

4) Source : Instruction relative à la mise en œuvre de la décision du Conseil de l'Union européenne du 5 mars 2022, prise en application de l'article 5 de la directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001, co-signée par le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Santé.

Pour déposer une demande d'asile, vous devez contacter une association de pré-accueil (PADA) pour vous enregistrer au guichet unique des demandeurs d'asile en Préfecture.

Une attestation de demande d'asile vous sera remise et vous permettra de séjourner sur le territoire français pendant un mois.

Un formulaire pour l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) vous sera remis, à charge pour vous de le déposer à l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) dans un délai de 21 jours.

LE LOGEMENT



Pour l'attribution d'un logement, la première démarche à réaliser est de contacter le SIAO au 115 (services intégrés de l'accueil et de l'orientation).

Vous serez alors accompagnée par des travailleurs sociaux. En fonction des situations personnelles, des capacités du territoire et suite aux différents diagnostics réalisés par les travailleurs sociaux, vous serez orientée vers un hébergement pour une durée de plusieurs semaines/mois, avant de bénéficier d'un logement.

Selon les disponibilités, vous êtes susceptible d'être hébergée/logée dans une autre ville que votre ville d'arrivée en France.

Vous pouvez bénéficier de l'aide personnalisée au logement (APL) afin de réduire le montant de votre loyer. Effectuez une demande en ligne à la Caisse d'allocations familiales (CAF), dans une "Maison France Services" ou auprès de l'association qui vous accompagne.

Demande d'un logement social

Toute personne possédant un titre de séjour valide et souhaitant obtenir un logement social doit faire une demande :

- Soit en ligne : www.demandelogeement.bourgognefranche.comte.fr
- Soit en adressant une demande auprès d'un bailleur social (Office Public des HLM ou agences immobilières sociales).

Votre situation familiale et financière est prise en compte pour déterminer si vous avez droit à un logement social.

Aucun frais de dossier n'est réclamé lors de la demande de logement.

Vous pouvez demander conseil auprès d'un.e assistant.e social.e au Conseil Départemental, au CCAS de votre ville ou à votre référent si vous vivez en structure d'accueil.

Autre situation

Si votre époux est polygame et si vous souhaitez accéder à un logement séparé, vous pouvez être aidée : renseignez-vous auprès d'un.e assistant.e social.e du Conseil Départemental ou du CCAS de votre ville.

Les aides au logement (sous conditions)

- Aides au logement versées par la CAF.
- Fonds de solidarité pour le logement (FSL), à demander auprès du Conseil Départemental (aides pour payer le loyer, la caution...).

- Si vous avez des problèmes avec votre logement actuel : contactez l'Association Départementale d'Information sur le Logement (ADIL).
- Si vous êtes victimes de violences, signalez-vous à un.e assistant.e social.e (Conseil Départemental, CCAS) de secteur ou à une association spécialisée puis au bailleur public pour obtenir un logement sur le « Contingent préfectoral ».

Pour bénéficier des services de Pôle Emploi, vous devez vous inscrire comme demandeuse d'emploi sur le site www.pole-emploi.fr

Si vous avez travaillé quelques mois en France et que le nombre d'heures travaillées est suffisant, vous pouvez avoir droit à une indemnité chômage. Il faut alors déposer une demande à Pôle Emploi qui vous calculera vos droits.

■ **Pour votre sécurité, il est interdit de travailler sans contrat de travail. En cas de doute et de questionnement, prenez contact avec le CIDFF qui vous renseignera sur la législation du droit du travail.**

L'APPRENTISSAGE DE LA LANGUE FRANÇAISE, L'EMPLOI ET LA FORMATION



La formation linguistique

Pour apprendre le français, vous pouvez suivre des cours. Vous pouvez vous adresser à la mairie ou aux centres socio-culturels de votre ville, mais aussi aux associations du secteur, aux centres médico-sociaux ou à l'OFII.

Pour travailler et se former en France

Le bénéfice de la protection temporaire vous autorise à travailler.

Pour vous aider à trouver un emploi ou demander une formation, vous pouvez vous adresser à Pôle Emploi ou à la mission locale selon votre âge.

Les missions locales pour les jeunes

La mission locale est un espace d'intervention au service des jeunes âgés de 16 à 25 ans. Chaque jeune accueilli bénéficie d'un suivi personnalisé dans le cadre de ses démarches.

Les structures d'accueil doivent apporter des réponses aux questions d'emploi, de formation mais aussi sur le logement ou la santé.

Site : www.missionslocales-bfc.fr

Permis de conduire

Vous êtes de nationalité ukrainienne, pour conduire en France, il vous faut :

- Avoir plus de 18 ans.
- Être détenteure d'un permis valide en Ukraine et en France, par exemple ne pas avoir fait l'objet d'une suspension de permis.
- Respecter les conditions obligatoires d'ordre médicale, par exemple le port de lunettes...
- Avoir une assurance pour votre véhicule.
- Vous adresser à une structure d'accès aux droits comme le CIDFF pour vérifier les changements de réglementation (durée de présence sur le territoire, traduction du permis en Français...).

LA SANTÉ



L'accès aux soins

Toute personne se trouvant sur le territoire français a droit aux soins. Si vous êtes bénéficiaire de la protection temporaire, vous pouvez disposer dès votre arrivée en France d'une couverture sociale avec un numéro de sécurité sociale⁵. Il faut vous adresser à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM).

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) délivre une attestation de droit ou une carte vitale à présenter aux consultations, à l'hôpital, dans les pharmacies.

Avec une attestation de droits ou une carte vitale, vous pouvez demander un examen de santé gratuit qui se déroulera dans un Centre d'Examens de Santé de la CPAM.

La contraception

La contraception est l'ensemble des méthodes utilisées pour éviter une grossesse que vous ne désirez pas.

■ C'est un droit inscrit dans la loi française depuis 1967.

Aucune autorisation de la famille ou du conjoint n'est nécessaire pour en bénéficier.

Pour choisir la méthode qui vous convient le mieux, vous pouvez vous adresser à :

- Un médecin généraliste.
- Un médecin gynécologue et, dans certaines conditions, une sage-femme.
- Une permanence du centre de planification familiale et de consultation prénatale qui propose des consultations médicales gratuites et confidentielles.

Gratuité et anonymat sont assurés pour les adultes et les mineurs.

Si vous êtes mineure, vous n'avez pas besoin de l'autorisation de vos parents pour obtenir une contraception.

L'interruption volontaire de grossesse (IVG)

Si vous êtes enceinte et que vous ne voulez pas poursuivre cette grossesse, vous pouvez décider d'une interruption volontaire de grossesse (IVG). C'est un droit inscrit dans la loi. Aucune autorisation de la famille ou du conjoint n'est nécessaire.

Adressez-vous le plus tôt possible à un médecin (cabinet médical, centre de planification, hôpital).

Une mineure qui ne peut en parler à ses parents doit être accompagnée par une personne majeure de son choix.

■ L'IVG doit être pratiquée avant la fin de la 14^{ème} semaine de grossesse⁶.

5) Source : Instruction relative à la mise en œuvre de la décision du Conseil de l'Union européenne du 5 mars 2022, prise en application de l'article 5 de la directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001, co-signée par le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Santé.

6) Modification du texte original en adéquation avec la récente réforme d'allongement du délai de l'IVG initié par la loi n°2022-295 du 2 mars 2022 visant à renforcer le droit à l'avortement (passage de 12 à 14 semaines).

Grossesse et naissance

Les médecins ou sages-femmes peuvent déclarer la grossesse de l'assurée en ligne, lors du premier examen prénatal.

Vous recevrez un guide « Ma maternité – Je prépare l'arrivée de mon enfant », un calendrier de vos examens médicaux et autres documents pratiques pour vous accompagner pendant la grossesse.

Le centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) organise des consultations en faveur des femmes enceintes et des enfants de moins de 6 ans.

LUTTE CONTRE TOUTES LES FORMES DE VIOLENCES



Les violences

Les violences – physiques, sexuelles, morales, économiques ou psychologiques – notamment commises par le conjoint ou l'ex-conjoint sont interdites par la loi. Leurs auteurs sont condamnés par la loi. Si vous êtes victime de violences, vous pouvez contacter le CIDFF le plus proche de chez vous pour être écoutée et informée sur vos droits.

■ **Pour une urgence, appelez le 17 (police, gendarmerie). Pour une écoute, faites le 39 19.**

Avant de quitter le domicile conjugal, adressez-vous à la police ou à la gendarmerie.

Site : www.solidaritefemmes.org

Viol

Le viol est un crime, puni sévèrement en France.

Le consentement est nécessaire pour tous rapports sexuels, y compris entre époux.

En cas de violences sexuelles, ou si vous avez le moindre questionnement, prenez contact très rapidement avec le CIDFF qui vous orientera vers les partenaires locaux : forces de l'ordre, médecine légale et Centre de psycho traumatisme du CHU de Dijon (Hôpital), associations spécialisées...

Ces professionnels vous accompagneront pour vos démarches judiciaires et médicales (maladie sexuellement transmissible, VIH, mutilations...).

■ **Réagissez dans les heures qui suivent l'agression, à la fois pour votre prise en charge médicale et pour qu'une réponse pénale soit faite rapidement.**

Le Centre Régional du Psycho traumatisme a pour vocation d'offrir une orientation et/ou une consultation spécialisée pour les personnes victimes d'un psycho traumatisme, indépendamment de la nature du traumatisme vécu (physique ou psychique, résultat d'un accident, de violences, de maltraitance...).

CHU de Dijon : 03 80 29 30 31.

Les violences vécues pendant le parcours d'exil peuvent également être prises en charge par les professionnels de santé. N'hésitez pas à leur en parler.

Les mutilations sexuelles féminines

Toute mutilation pratiquée sur les organes génitaux, notamment l'excision et l'infibulation, est interdite.

Selon la gravité des faits, les peines peuvent atteindre 20 ans de réclusion criminelle.

La loi française s'applique lorsque la mutilation est commise en France ou dans un pays étranger, si la victime est française ou si, étrangère, elle réside habituellement en France.

En cas de menaces de mariage forcé ou de mutilation sexuelle envers une mineure, une interdiction de sortie du territoire peut être prononcée.

Traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle

La loi française interdit le recours aux services d'une personne qui se prostitue (client), ou de tirer profit de la prostitution d'une personne (le proxénétisme). Ces faits sont des délits et peuvent donner lieu à des poursuites judiciaires en France, même s'ils ont été commis à l'étranger. Les personnes qui se prostituent sont considérées en France comme des victimes de violence et doivent être protégées.

La prostitution des mineurs est interdite.

Soyez vigilants car des personnes (hommes ou femmes) peuvent profiter de la précarité de votre situation, surtout via les réseaux sociaux. Privilégiez les services proposés par les autorités ou les associations officielles, y compris lorsque vous cherchez un hébergement, un transport ou un travail.

■ **Ne donnez jamais vos documents d'identité en dehors de la police/gendarmerie ou des associations habilitées.**

Les organisations qui proposent une aide directe aux personnes victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle :

CHRS Le Pas : chrs.lepas@adefo.asso.fr
03 80 30 85 28.

Dispositif Ac-Sé : ac.se@association-alc.org
04 92 15 10 51.

LA FAMILLE



Les trois formes d'union en France

- Le mariage : acte juridique basé sur le consentement mutuel des deux époux de sexe différents ou de même sexe. Seul le mariage civil est reconnu légalement, il doit donc obligatoirement intervenir avant un mariage traditionnel ou religieux.
- Le Pacte Civil de Solidarité (PACS) : contrat conclu entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune.
- Le concubinage, ou union libre : union de fait, caractérisée par une communauté de vie stable entre deux personnes de sexe différent ou de même sexe.

Les ruptures d'union en France

Tout comme vous pouvez décider librement de vivre en couple, vous pouvez décider de mettre fin à votre vie commune. Après la rupture, des aides peuvent vous être attribuées (voir CAF).

- Si vous souhaitez rompre le mariage, vous pouvez demander le divorce. Certaines procédures ont lieu au Tribunal Judiciaire. L'assistance d'un avocat est obligatoire (vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle, sous conditions). Le divorce peut aussi être décidé par consentement mutuel. Dans ce cas, il prend la forme d'une convention établie par les époux et leurs avocats respectifs et peut être enregistré chez un notaire.

- Si vous souhaitez rompre votre PACS, de façon conjointe, vous pouvez adresser une déclaration de dissolution de PACS à la mairie du lieu d'enregistrement du PACS ou au notaire l'ayant enregistré. Si votre partenaire s'y oppose, vous devrez contacter un huissier de justice.
- La répudiation n'existe pas en droit français.

L'autorité parentale

L'autorité parentale est composée de l'ensemble des droits et devoirs des parents à l'égard de leurs enfants, âgés de moins de 18 ans. Elle est exercée en commun et à égalité par les deux parents, qu'ils soient mariés ou non, qu'ils vivent ensemble ou séparément (sauf si un jugement fixe des modalités d'exercice différentes).

L'enlèvement international ou le déplacement illicite d'enfants

Un parent ne peut pas décider seul d'emmener son enfant vivre dans une autre ville ou dans un autre pays sans l'accord de l'autre parent ou du juge aux affaires familiales. En cas de menace, vous pouvez vous adresser à la Police, la Gendarmerie ou la Préfecture.

Les mariages forcés

Le mariage exige le consentement mutuel des futurs époux. S'il est prouvé que l'un des deux époux (ou les deux) a été contraint de se marier, le mariage peut être annulé et les personnes qui ont contraint le mariage peuvent être condamnées. L'âge légal pour se marier est de 18 ans pour les deux sexes.

Une ordonnance de protection peut être prononcée par le Juge aux Affaires Familiales dans le cas de telles violences (conjugales, mariage forcés), avec la possibilité de dissimuler l'adresse de la victime et d'interdire aux agresseurs d'entrer en contact avec elle, voire ses enfants.

Protection de l'enfance

En France, l'enfant a des droits spécifiques. Dès la naissance, il est protégé.

L'enfant est considéré en danger si certains aspects de sa vie sont gravement compromis ou risquent de l'être :

- la sécurité : ne pas laisser un enfant seul ou sans surveillance,
- la moralité : ne pas l'exposer à de la violence ou des images pornographiques,
- la santé ou le développement physique : il est interdit de battre ou gifler un enfant,
- l'éducation ou développement intellectuel : l'obligation de scolarisation dès les 3 ans de l'enfant,
- le développement affectif ou social : ne pas priver l'enfant de liens sociaux.

■ Si vous êtes témoin de violences faites sur un enfant, il faut contacter le 119.

Le Service de la Protection maternelle et infantile est disponible pour répondre à vos questionnements.

Pour les enfants ayant été exposés à la violence, contacter le Centre de psycho-trauma de l'Hôpital.

CONCLUSION

Pour toutes questions complémentaires, il est vivement conseillé de vous adresser à une structure spécialisée dans l'accès aux droits.

ДОЗВІЛ НА ПРОЖИВАННЯ



В'їзд на територію Франції

Громадяни України можуть скористатися спеціальними правами залежно від їхньої ситуації.

- Ви маєте біометричний паспорт : ви можете в'їхати на територію Франції без візи відповідно до правил Європейського Союзу¹, якщо у вас є біометричний паспорт. Після цього ви матимете звичайний статус протягом 90 днів. Протягом цього періоду ви можете подати запит на тимчасовий захист.
- У вас немає біометричного паспорта : ви можете записатися на прийом у посольство Франції в Києві, щоб створити та заповнити файл заявки на короткострокову візу. Після отримання цієї візи ви зможете вільно в'їжджати та пересуватися на території Франції протягом 90 днів. Протягом цього періоду ви можете подати запит на тимчасовий захист².

Перебування у Франції³

Європейський Союз активував програму тимчасового захисту для громадян України 4 березня 2022 року. Ця схема надає вам право на проживання максимум на шість місяців з можливістю продовження до 3 років. Ви можете скористатися цим за певних умов :

- Ви громадянин України та проживали в Україні, або мали шенгенську візу в країні Європейського Союзу з 24 лютого 2022 року.
- Ви є громадянином іншої країни та користуєтеся міжнародним або національним захистом за правом притулку в Україні до 24 лютого 2022 року.
- Ви є громадянином іншої країни та проживаєте на території України з дійсним дозволом на проживання відповідно до законодавства України, і ви не можете повернутися до країни свого походження в безпечних і тривалих умовах.
- Ви є членом сім'ї особи, яка відповідає критеріям, викладеним вище.

Притулок

Заява про надання притулку включає статус біженця та додатковий захист.

Перевага щодо тимчасового захисту не позбавляє права шукати притулку⁴. Ця перевага діє протягом усієї процедури розгляду заяви про надання притулку.

Щоб подати заяву про надання притулку, ви повинні звернутися до асоціації попереднього прийому (PADA), щоб зареєструватися на єдиній стійці для шукачів притулку в префектурі.

1) Джерело : Регламент (ЄС) 2018/1806 від 14 листопада 2018 р.

2) Джерело: Міністерство закордонних справ.

3) Джерело: Імплементаційне рішення Ради (ЄС) 2022/382 від 4 березня 2022 р. // Інструкція щодо виконання рішення Ради Європейського Союзу від 5 березня 2022 р., прийнятого відповідно до статті 5 Директиви Ради 2001/55/ЄС від 20 липня 2001 р., підписаний Міністром внутрішніх справ та Міністром охорони здоров'я.

4) Джерело: Інструкція щодо виконання рішення Ради Європейського Союзу від 5 березня 2022 року, прийнятого відповідно до статті 5 Директиви Ради 2001/55/ЄС від 20 липня 2001 року, підписаного Міністром МВС та міністром охорони здоров'я.

Вам буде видано довідку про надання притулку, яка дозволить вам залишатися на території Франції протягом одного місяця.

Вам буде надано форму Французької служби імміграції та інтеграції (OFII) за умови, що ви подасте її до Французької служби захисту біженців та осіб без громадянства (OFPRA) протягом 21 дня.

РОЗМІЩЕННЯ



Для розподілу житла першим кроком є звернення до SIAO за номером 115 (інтегрована служба прийому та орієнтації).

Тоді вас супроводжуватимуть соціальні працівники. Залежно від особистих ситуацій, можливостей території та після різних діагностик, проведених соціальними працівниками, ви будете направлені до житла на період у кілька тижнів/місяців, перш ніж скористатися житлом.

Залежно від наявності, ви, ймовірно, будете розміщені в іншому місті, ніж місто вашого прибуття у Франції.

Ви можете скористатися індивідуальною житловою допомогою (APL), щоб зменшити суму орендної плати. Зробіть онлайн-запит у Фонді сімейних допомог (CAF), у центрі надання послуг у Франції або в асоціації, яка вас супроводжує.

Заявка на отримання соціального житла

Кожен, хто має дійсний дозвіл на проживання та бажає отримати соціальне житло, повинен подати заяву :

- Або онлайн : www.demandelogement.bourgognefranchecomte.fr
- Або надіславши запит соціальному орендодавцю (Office Public des HLM або соціальні агентства нерухомості).

Ваше сімейне та фінансове становище береться до уваги, щоб визначити, чи маєте ви право на соціальне житло.

Адміністративні збори при подачі заявки на проживання не стягуються.

Ви можете звернутися за консультацією до соціальних працівників до Conseil Départemental, до CCAS вашого міста або до вашого референта, якщо ви живете в гуртожитку.

Інший стан

Якщо ваш чоловік/дружина є полігнимним і якщо ви бажаєте мати окреме житло, ви можете отримати допомогу : запитайте у соціальних працівників, ради департаменту або CCAS вашого міста.

Допомога на житло (за умови)

- Допомога на житло, яку виплачує CAF.
- Фонд солідарності для житла (FSL), який потрібно запитати в раді департаменту, (допомога на оплату оренди, депозит тощо).
- Якщо у вас виникли проблеми з поточним житлом : зверніться до Департаментської асоціації інформації про житло (ADIL).
- Якщо ви стали жертвою насильства, повідомте про себе соціальному працівнику (Conseil Départemental, CCAS) сектору або до спеціалізованої асоціації, а потім до державного орендодавця для отримання житла на «Contingent préfectoral ».

Вивчення французької мови, працевлаштування та навчання



Мовна підготовка

Щоб вивчити французьку, можна пройти курси. Ви можете звернутися до мерії чи соціально-культурних центрів у вашому місті, а також до галузевих асоціацій, медико-соціальних центрів чи OFII.

Працювати та стажуватися у Франції

Тимчасовий захист дозволяє вам працювати.

Щоб допомогти вам знайти роботу чи запросити навчання, ви можете зв'язатися з Pôle Emploi або місцевою місією залежно від вашого віку.

Щоб скористатися послугами Pôle Emploi, ви повинні зареєструватися як шукач роботи на веб-сайті www.pole-emploi.fr

Якщо ви пропрацювали кілька місяців у Франції і кількість відпрацьованих годин є достатньою, ви можете мати право на допомогу по безробіттю. Потім ви повинні подати запит до Pôle Emploi, який розрахує ваші права.

■ Для вашої безпеки забороняється працювати без трудового договору. У разі сумнівів і запитань звертайтеся до CIDFF, який проінформує вас про трудове законодавство.

Місцеві місії для молоді

Місцева місія **Les missions locales** – це інтервенційний простір, який обслуговує молодь віком від 16 до 25 років. Кожна молода людина отримала переваги від індивідуального спостереження в рамках своїх процедур.

Прийомні структури повинні надавати відповіді на питання працевлаштування, навчання, а також житла чи здоров'я.

Веб-сайт : www.missionslocales-bfc.fr

Водійські права

Ви громадянин України, щоб керувати автомобілем у Франції, вам необхідно :

- Бути старше 18 років.
- Бути власником водійського посвідчення в Україні та Франції, наприклад, не бути суб'єктом призупинення дії ліцензії.
- Дотримуйтеся обов'язкових медичних умов, наприклад, носіння окулярів...
- Застрахуйте свій автомобіль.
- Ви звертаєтесь до структури доступу до прав, наприклад CIDFF, щоб перевірити зміни в правилах (тривалість перебування на території, переклад дозволу на французьку мову тощо).

Здоров'я



Доступ до медичинського обслуговування

Кожен, хто перебуває на території Франції, має право на медичне обслуговування. Якщо ви є бенефіціаром тимчасового захисту, ви можете отримати соціальне страхування за допомогою номера соціального страхування, щойно прибудете до Франції⁵. Ви повинні звернутися до Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM).

Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) видає свідоцтво про право або une carte vitale для пред'явлення під час консультацій, у лікарнях, в аптеках.

Маючи свідоцтво про права або une carte vitale, ви можете запросити безкоштовне медичне обстеження, яке відбудеться в Центрі медичних оглядів CPAM.

Контроль народжуваності

Контрацепція - це набір методів, які використовуються для запобігання вагітності, якої ви не бажаєте.

■ Це право, закріплене у французькому законодавстві з 1967 року.

Щоб скористатися цим, не потрібен дозвіл від сім'ї чи чоловіка.

Щоб вибрати спосіб, який вам найбільше підходить, ви можете звернутися до :

- Терапевт médecin généraliste,
- Лікар-гінеколог і, за певних умов, акушерка,
- Постійність центру планування сім'ї та пренатального консультування, який пропонує безкоштовні та конфіденційні медичні консультації.

Дорослим і неповнолітнім вхід вільний та анонімність гарантовано.

Якщо ви неповнолітній, вам не потрібен дозвіл батьків на отримання контрацепції.

Добровільне переривання вагітності (IVG)

Якщо ви вагітні і не хочете продовжувати цю вагітність, ви можете прийняти рішення про добровільне переривання вагітності (IVG). Це право, закріплене законом. Дозвіл сім'ї чи чоловіка не потрібен.

Якогомога швидше зверніться до лікаря (кабінет лікаря, центр планування, лікарня).

Неповнолітня особа, яка не може повідомити про це батькам, повинна перебувати в супроводі дорослого за її вибором.

■ Аборт необхідно зробити до закінчення 14 тижня вагітності⁶.

5) Джерело : Інструкція щодо виконання рішення Ради Європейського Союзу від 5 березня 2022 року, прийнятого відповідно до статті 5 Директиви Ради 2001/55/ЄС від 20 липня 2001 року, підписаного Міністром МВС та міністром охорони здоров'я.

6) Зміна оригінального тексту відповідно до нещодавньої реформи щодо подовження терміну аборт, започаткованої Законом № 2022-295 від 2 березня 2022 року, спрямованої на посилення права на аборт (з 12 до 14 тижнів).

Вагітність і пологи

Лікарі або акушерки можуть заявити про вагітність застрахованої особи онлайн, під час першого допологового огляду.

Ви отримаєте посібник «Моє материнство – я готуюся до народження дитини», графік ваших медичних оглядів та інші практичні документи, які супроводжуватимуть вас під час вагітності.

Центр охорони матері та дитини Le centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) організовує консультації для вагітних та дітей до 6 років.

БОРОТЬБА З УСІМА ФОРМАМИ НАСИЛЬСТВА



Насильство

Насильство – фізичне, сексуальне, моральне, економічне чи психологічне – зокрема, вчинене чоловіком або колишнім чоловіком, заборонено законом. Їх автори засуджені законом. Якщо ви стали жертвою насильства, ви можете звернутися до найближчої до вас CIDFF, щоб вас вислухали та поінформували про ваші права.

■ Для екстрених випадків телефонуйте 17 (поліція, жандармерія). Моральна підтримка, наберіть 39 19.

Перед тим, як залишити сімейний будинок, зверніться до поліції або жандармерії.

Веб-сайт : www.solidaritefemmes.org

Згвалтування

Згвалтування є злочином, який суворо карається у Франції.

Для всіх статевих стосунків, у тому числі між подружжям, потрібна згода.

У разі сексуального насильства або якщо у вас є найменше запитання, дуже швидко зв'яжіться з CIDFF, який направить вас до місцевих партнерів : правоохоронних органів, юридичної медицини та центру психотравм Лікарні університету Діжона, спеціалізованих асоціацій...

Ці спеціалісти супроводжуватимуть вас під час юридичних та медичних процедур (захворювання, що передаються статевим шляхом, ВІЛ, каліцтво тощо).

■ Відреагуйте протягом кількох годин на агресію, як для отримання медичної допомоги, так і для швидкого кримінального реагування.

Регіональний центр психотравми має на меті пропонувати керівництво та/або спеціалізовану консультацію для людей, які стали жертвами психотравми, незалежно від характеру пережитої травми (фізична чи психологічна, результат нещасного випадку, насильства, жорстокого поводження тощо).

Університетська лікарня Діжона :
03 80 29 30 31.

Про насильство, яке виникло під час подорожі у вигнанні, також можуть подбати медичні працівники. Не соромтеся поговорити з ними про це.

Обрізання жіночих статевих органів

Забороняється будь-яке калічення геніталій, включаючи висічення та інфібуляцію.

Залежно від тяжкості фактів вироки можуть сягати 20 років позбавлення волі.

Французьке законодавство застосовується, коли каліцтво вчинено у Франції або в іншій країні, якщо жертва є французом або якщо іноземець зазвичай проживає у Франції.

У разі загрози примусового шлюбу або статевого каліцтва щодо неповнолітнього може бути оголошено заборону на виїзд з території.

Торгівля людьми з метою сексуальної експлуатації

Французьке законодавство забороняє користуватися послугами особи, яка є повією (клієнт), або отримувати прибуток від проституції особи (сутенерство). Ці факти є правопорушеннями та можуть стати підставою для судового розгляду у Франції, навіть якщо вони були вчинені за кордоном. Люди, які займаються проституцією, вважаються у Франції жертвами насильства і повинні бути захищені.

Проституція неповнолітніх заборонена.

Будьте пильні, тому що люди (чоловіки чи жінки) можуть скористатися хиткістю вашої ситуації, особливо через соціальні мережі. Віддавайте перевагу послугам, які пропонують органи влади чи офіційні асоціації, у тому числі під час пошуку житла, транспорту чи роботи.

■ Ніколи не передавайте свої документи, що засвідчують особу, поза межами поліції/жандармерії чи уповноважених асоціацій.

Організації, які пропонують пряму допомогу жертвам торгівлі людьми з метою сексуальної експлуатації :

CHRS Le Pas :

chrs.lepas@adefo.asso.fr - 03 80 30 85 28

Система Ac-Sé :

ac.se@association-alc.org - 04 92 15 10 51

Сім'я : _



Три форми об'єднання у Франції

- Шлюб : правовий акт, заснований на взаємній згоді двох подружжя різної або однієї статі. Лише цивільний шлюб визнається юридично, тому він має відбутися перед традиційним або релігійним шлюбом.
- Пакт громадянської солідарності (PACS) : договір, укладений між двома людьми різної або однієї статі для організації їх спільного життя.
- Співжиття, або вільний союз : фактичний союз, який характеризується стабільною спільнотою життя між двома людьми різної або однієї статі.

Розлучення у Франції

Так само, як ви можете вільно вирішити жити як пара, ви можете вирішити покінчити з вашим спільним життям. Після розриву вам може бути призначена допомога (див. CAF).

- Якщо ви хочете розірвати шлюб, ви можете подати на розлучення. Деякі розгляди відбуваються в судовому суді. Допомога адвоката є обов'язковою (ви можете скористатися правовою допомогою за певних умов). Розірвання шлюбу також може бути прийняте за взаємною згодою. У цьому випадку він має форму договору, який складається подружжям та їхніми відповідними юристами та може бути зареєстрований у нотаріуса.
- Якщо Ви бажаєте спільно розірвати (PACS), Ви можете надіслати заяву про розірвання ПАКС до мерії за місцем реєстрації (PACS) або до нотаріуса, який його зареєстрував. Якщо ваш партнер буде проти, вам доведеться звернутися до судового пристава.
- Відмова у французькому праві не існує.

Батьківські права

Батьківські права складається з усіх прав та обов'язків батьків щодо дітей, які не досягли 18 років. Воно реалізується обома батьками спільно та рівною мірою, незалежно від того, перебувають вони у шлюбі чи ні, проживають разом чи окремо (якщо рішенням суду не встановлено інші умови здійснення).

Міжнародне викрадення або незаконне переміщення дітей

Батько не може самостійно вирішити вивести свою дитину в інше місто чи іншу країну без згоди другого з батьків або судді сімейного суду. У разі загрози ви можете звернутися до поліції, жандармерії або префектури.

Примусові шлюби

Для укладення шлюбу потрібна взаємна згода майбутнього подружжя. Якщо буде доведено, що одного з двох подружжя (або обох) примусили до шлюбу, шлюб може бути анульований, а особи, які примушували до

шлюбу, можуть бути засуджені. Законний вік для вступу в шлюб становить 18 років для обох статей.

Захисний припис може бути винесений суддею у справах сім'ї у випадку такого насильства (домашнє, примусовий шлюб), з можливістю приховування адреси жертви та заборони їй . кривдникам вступати в контакт з нею або навіть з її дітьми.

Охорона дітей

У Франції дитина має особливі права. Від народження вона охороняється.

Дитина вважається групою ризику, якщо певні аспекти її життя серйозно скомпрометовані або знаходяться під загрозою :

- безпека : не залишайте дитину саму або без нагляду,
- її насильству або порнографічним зображенням,
- здоров'я або фізичний розвиток : забороняється бити і ляписи,
- освіта або інтелектуальний розвиток: обов'язковість шкільного навчання з 3-річного віку дитини,
- соціальний розвиток : не позбавляйте дитину соціальних зв'язків.

■ Якщо ви стали свідком насильства над дитиною, звертайтеся за номером 119.

Служба охорони матері та дитинства готова відповісти на ваші запитання.

Для дітей, які зазнали насильства, звертайтеся в психотравмологічний центр лікарні.

ВИСНОВОК

З додатковими питаннями настійно рекомендуємо звертатися в структуру, що спеціалізується на доступі до прав.

Вид на жительство



Въезд на территорию Франции

В зависимости от ситуации, граждане Украины могут пользоваться особыми правами :

- У вас есть биометрический паспорт : вы можете въезжать на территорию Франции без визы в соответствии с законодательством Европейского Союза¹ при условии наличия биометрического паспорта. В этом случае ваше пребывание будет считаться правомерным на протяжении 90 дней. В течение этого периода вы можете запросить временную защиту.
- У вас нет биометрического паспорта : вы можете записаться на прием в посольстве Франции в Киеве для получения краткосрочной визы. После получения такой визы вы сможете свободно въезжать на территорию Франции и передвигаться по ней в течение 90 дней. В течение этого периода вы можете запросить временную защиту².

Пребывание во Франции³

4 марта 2022 года Европейский Союз ввел в действие режим временной защиты для граждан Украины. Этот режим дает право на проживание на срок до шести месяцев с возможностью продления до 3 лет. Вы можете воспользоваться им при определенных условиях :

- Вы являетесь гражданином Украины и проживали в Украине, или у вас была шенгенская виза в стране Европейского Союза с 24 февраля 2022 года.
- Вы являетесь гражданином другой страны и до 24 февраля 2022 г. находились под международной или национальной защитой в Украине по праву убежища.
- Вы являетесь гражданином другой страны и проживали на территории Украины с действующим видом на жительство в соответствии с законодательством Украины и не можете вернуться в свою страну, т.к. для этого нет безопасных и постоянных условий.
- Вы являетесь членом семьи лица, которое соответствует вышеизложенным критериям.

Убежище

Предоставление убежища включает статус беженца и дополнительную защиту.

Пользуясь режимом временной защиты, вы имеете право запросить убежище⁴. Эта льгота действует на протяжении всей процедуры рассмотрения ходатайства о предоставлении убежища.

1) Источник : Регламент (ЕС) 2018/1806 от 14 ноября 2018 г.

2) Источник : Министерство иностранных дел.

3) Источники : Исполнительное решение Совета (ЕС) 2022/382, 4 марта 2022 г. // Инструкция о выполнении решения Совета Европейского Союза от 5 марта 2022 г., принятого в соответствии со статьей 5 Директивы Совета 2001/55/ЕС от 20 июля 2001 г., подписанный министром внутренних дел и министром здравоохранения.

4) Источник: Инструкция о выполнении решения Совета Европейского Союза от 5 марта 2022 г., принятого в соответствии со статьей 5 Директивы Совета 2001/55/ЕС от 20 июля 2001 г., подписанная министром МВД и министром здравоохранения.

Для подачи ходатайства о предоставлении убежища необходимо обратиться в ассоциацию предварительного приема (PADA), чтобы зарегистрироваться в префектуре, в едином реестре лиц, ищущих убежища.

Вам будет выдано свидетельство о ходатайстве о предоставлении убежища, которое позволит оставаться на территории Франции в течение одного месяца.

Вам будет также выдана форма для французского Управления по иммиграции и интеграции (OFII). Эту форму необходимо отправить во Французское управление по защите беженцев и лиц без гражданства (OFPRA) в течение 21 дня.

ЖИЛЬЕ



Для выделения жилья прежде всего необходимо обратиться в объединенную службу приема и ориентации (SIAO) по телефону 115.

Затем с вами будут работать сотрудники социальных служб. Прежде чем вам будет предоставлено жилье, вас направят на временное размещение на период от нескольких недель до нескольких месяцев, в зависимости от личных обстоятельств, наличия мест, а также рекомендаций социальных работников.

В зависимости от наличия мест, вас могут разместить в городе, отличном от города прибытия во Францию.

Чтобы уменьшить размер арендной платы, Вы можете воспользоваться индивидуальным жилищным пособием (APL). Для этого необходимо сделать онлайн-запрос в Кассу семейных пособий (CAF), в центр обслуживания во Франции (Maison France Services) или в ассоциацию, которая вас сопровождает.

Заявление на получение социального жилья

Любой человек, имеющий действующий вид на жительство и желающий получить социальное жилье, должен подать заявление :

- Либо онлайн : www.demandelogement-bourgognefranchecomte.fr
- Или направив запрос социальному арендодателю (в государственное управление социального жилья (Office Public des HLM) или в агентства социальной недвижимости).

Ваше право на социальное жилье будет определено с учетом семейного и финансового положения.

При подаче заявки на размещение административные сборы не взимаются.

Вы можете обратиться за консультацией к социальному работнику в Совет Департамента (Conseil Départemental), в Муниципальный центр социальной поддержки вашего города (CCAS) или к ответственному лицу, если вы проживаете в общегитии.

Особая ситуация

Если ваш супруг многоженец и вы хотите иметь отдельное жилье, вы можете получить помощь. Для этого необходимо обратиться к социальному работнику Совета Департамента (Conseil Départemental) или Муниципального центра социальной поддержки вашего города (CCAS).

Жилищная помощь (при соблюдении условий)

- Жилищное пособие, выплачиваемое Кассой семейных пособий (CAF).
- Жилищный фонд солидарности (FSL), который необходимо запросить в Муниципальном центре социальной поддержки (CCAS) (помощь в оплате аренды, депозит и т. д.).
- В случае проблем с нынешним жильем, обратитесь в ассоциацию Департамента по вопросам жилья (ADIL).
- Если вы стали жертвой насилия, сообщите об этом социальному работнику Совета Департамента (Conseil Départemental), сотруднику Муниципального центра социальной поддержки вашего города (CCAS) или в специализированную ассоциацию, а затем в организацию государственной аренды для получения жилья по префекторальной квоте («Contingent préfectoral»).

ИЗУЧЕНИЕ ФРАНЦУЗСКОГО ЯЗЫКА, ТРУДОУСТРОЙСТВО И ОБУЧЕНИЕ



ЯЗЫКОВЫЕ КУРСЫ

Для изучения французского языка вы можете пройти языковые курсы. Для этого можно обратиться в мэрию, социально-культурные центры (centres socio-culturels) вашего города, а также в отраслевые ассоциации (associations du secteur), медико-социальные центры (centres médico-sociaux) или в Управление по иммиграции и интеграции (OFII).

Для работы и обучения во Франции

Режим временной защиты дает право на работу.

Чтобы получить помощь в поиске работы или запросить обучение, вы можете обратиться в центр занятости (Pôle Emploi) или в местные миссии для молодежи (missions locales), в зависимости от возраста.

Чтобы воспользоваться услугами центра занятости (Pôle Emploi), необходимо зарегистрироваться в качестве соискателя на веб-сайте www.pole-emploi.fr

Если вы проработали во Франции несколько месяцев и при условии достаточного количества отработанных часов, вам может быть положено пособие по безработице. Необходимо подать запрос в центр занятости (Pôle Emploi), который произведет все необходимые расчеты.

■ В целях вашей безопасности работать без трудового договора запрещается. В случае возникновения вопросов обращайтесь в Центр информации по правам женщин и семьи (CIDFF), который проинформирует вас о трудовом законодательстве.

Местные миссии для молодежи

Местные миссии (missions locales) — это организации, работающие с молодыми людьми в возрасте от 16 до 25 лет. Каждый молодой человек получает право на индивидуальное сопровождение.

Эти структуры проводят консультации по вопросам трудоустройства, обучения, жилья или здоровья.

Веб-сайт : www.missionslocales-bfc.fr

Водительские права

Условия для вождения во Франции гражданам Украины :

- Быть старше 18 лет.
- Иметь водительские права, действующие в Украине и Франции, например, не быть лишенным водительских прав.

- Соблюдать обязательные медицинские предписания, например ношение очков...
- Застраховать автомобиль.
- Для уточнения действующего законодательства (длительность нахождения на территории, перевод прав на французский язык и т.д.), обращайтесь в правовые организации, например Центр информации по правам женщин и семьи (CIDFF).

Касса медицинского страхования (CPAM) выдает свидетельство о праве на страховку (attestation des droits) или карточку медицинского страхования (carte vitale), которую необходимо предъявлять на медицинских консультациях, в больницах, в аптеках.

Имея свидетельство о праве на страховку (attestation des droits) или карточку медицинского страхования (carte vitale), вы можете запросить бесплатное медицинское обследование, которое будет проходить в Центре медицинских осмотров Кассы медицинского страхования (Centre d'Examens de Santé de la CPAM).

ЗДРАВООХРАНЕНИЕ



Доступ к медицинскому обслуживанию

Любой человек, находящийся на территории Франции, имеет право на медицинское обслуживание. Если вы пользуетесь режимом временной защиты, по прибытии во Францию вы можете получить социальную страховку и номер социального страхования⁵. Для этого необходимо обратиться в Кассу медицинского страхования (CPAM).

Контрацепция

Контрацепция – это набор средств, используемых для предотвращения нежелательной беременности.

■ Это право закреплено во французском законодательстве с 1967 года.

Чтобы воспользоваться этим правом разрешения семьи или супруга не требуется.

Чтобы выбрать наиболее подходящий для вас способ контрацепции, вы можете обратиться :

- К терапевту (médecin généraliste).
- К гинекологу и, при определенных условиях, к акушеру.
- В дежурный центр планирования семьи и дородовой консультации, предлагающий бесплатные и конфиденциальные медицинские консультации.

Бесплатный вход и анонимность гарантируются для взрослых и несовершеннолетних.

Если вы несовершеннолетняя, разрешение ваших родителей для получения противозачаточных средств не требуется.

⁵ Источник : Инструкция о выполнении решения Совета Европейского Союза от 5 марта 2022 г., принятого в соответствии со статьей 5 Директивы Совета 2001/55/EC от 20 июля 2001 г., подписанная министром МВД и министром здравоохранения.

Добровольное прерывание беременности (IVG)

Если вы беременны и не хотите продолжать эту беременность, вы можете принять решение о добровольном ее прерывании (IVG). Это право закреплено в законе. Разрешение от семьи или супруга не требуется.

Как можно скорее обратитесь к врачу (в поликлинику, центр планирования, больницу).

Несовершеннолетняя, которая не может сообщить о своем положении родителям, должна быть в сопровождении взрослого по ее выбору.

■ Аборт должен быть выполнен до конца 14-й недели беременности⁶.

Беременность и роды

Врач или акушер может заявить о беременности застрахованной пациентки онлайн, во время первого дородового осмотра.

Вы получите руководство «Мое материнство — я готовлюсь к рождению ребенка», график медицинских осмотров и другие полезные документы, которые помогут вам во время беременности.

Центр защиты матери и ребенка (Le centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI)) организует консультации для беременных женщин и детей до 6 лет.

БОРЬБА СО ВСЕМИ ФОРМАМИ НАСИЛИЯ



Насилие

Насилие – физическое, сексуальное, моральное, экономическое или психологическое – в частности, совершенное супругом или бывшим супругом – запрещено законом. Если вы стали жертвой насилия, вы можете обратиться в ближайший Центр информации по правам женщин и семьи (CIDFF), где вас выслушают и проинформируют о ваших правах.

■ В экстренных случаях звоните по номеру 17 (полиция, жандармерия). Для моральной поддержки, звоните по номеру 39 19.

Прежде чем уйти из дома, обратитесь в полицию или жандармерию.

Сайт: www.solidaritefemmes.org

Изнасилование

Изнасилование — это преступление, строго наказуемое во Франции.

Согласие требуется для всех сексуальных отношений, в том числе между супругами.

В случае сексуального насилия или если возникновения малейших вопросов, как можно скорее обратитесь в Центр информации по правам женщин и семьи (CIDFF), который направит вас к местным

⁶ Изменение исходного текста в соответствии с недавней реформой по продлению срока аборта, инициированной Законом № 2022-295 от 2 марта 2022 г., направленной на укрепление права на аборт (с 12 до 14 недель)

организациям : в правоохранительные органы, органы судебной медицины, Центр психотравм Университетской больницы Дижона (CHU), или в специализированные ассоциации...

Эти специалисты будут сопровождать вас во время юридических и медицинских процедур (в случае заболеваний, передающихся половым путем, ВИЧ, увечий и т. д.)

■ **Если вы стали жертвой изнасилования, сообщите об этом в течение ближайших нескольких часов после его происшествия. Это необходимо как для получения медицинской помощи, так и для своевременного уголовно-правового реагирования.**

Региональный центр психотравмы имеет целью направить и / или предложить специализированную консультацию для людей, ставших жертвами психотравмы, независимо от характера пережитой травмы (физической или психологической, в результате несчастного случая, насилия, жестокого обращения и т. д.).

Университетская больница Дижона (CHU) : 03 80 29 30 31.

Медицинские работники также могут помочь вам, если вы стали жертвой насилия во время пути. Не стесняйтесь говорить с ними об этом.

Калечащие операции на женских половых органах

Любые увечья половых органов, в том числе иссечение и инфибуляция, запрещены.

В зависимости от тяжести деяния, приговор может достигать 20 лет лишения свободы.

Французское законодательство применяется, когда увечье нанесено во Франции или в иностранном государстве, если жертва является гражданином Франции или иностранным гражданином, обычно проживающим во Франции.

В случае угроз принудительного брака или калечения половых органов в отношении несовершеннолетнего лица может быть объявлен запрет на выезд с территории.

Торговля людьми с целью сексуальной эксплуатации

Французское законодательство запрещает пользоваться услугами лица, которое занимается проституцией (быть клиентом), или получать прибыль от проституции (сутенерство). Эти деяния являются правонарушениями и могут стать основанием для судебного разбирательства во Франции, даже если они были совершены за границей. Люди, занимающиеся проституцией, во Франции считаются жертвами насилия и подлежат защите.

З а п р е щ е н а п р о с т и т у ц и я несовершеннолетних.

Будьте бдительны : люди (мужчины или женщины) могут воспользоваться ненадежностью вашего положения, особенно через социальные сети. При поиске жилья, транспорта или работы и т.д. пользуйтесь услугами государства или официальных ассоциаций.

■ **Документы, удостоверяющие личность, передавайте исключительно по запросу полиции/ жандармерии или уполномоченных ассоциаций и ни в каких других случаях.**

Организации, оказывающие непосредственную помощь жертвам торговли людьми с целью сексуальной эксплуатации:

CHRS Le Pas : chrs.lepas@adefo.asso.fr
03 80 30 85 28.

Система Ac-Sé : ac.se@association-alc.org
04 92 15 10 51.

СЕМЬЯ



Три формы союза во Франции

- Брак : правовой акт, основанный на взаимном согласии двух супругов разного или одного пола. Юридически признается только гражданский брак, поэтому он должен заключаться до традиционного или религиозного брака.
- Пакт гражданской солидарности (PACS) : договор, заключенный между двумя людьми разного или одного пола в целях организации совместной жизни.
- Сожительство, или свободный союз : союз де-факто, характеризующийся устойчивой общностью жизни между двумя людьми разного пола или одного пола.

Расторжение союза

Вы вправе свободно решить жить как пара, и так же свободно можете расторгнуть союз. После такого расторжения вам может быть выделена помощь (см. CAF).

- Если вы хотите расторгнуть брак, вы можете подать на развод. Некоторые разбирательства проходят в суде. Помощь адвоката является

обязательной (при определенных условиях вы можете воспользоваться юридической помощью). Решение о разводе также может быть принято по обоюдному согласию. В этом случае развод принимает форму соглашения, составленного супругами и их адвокатами, и может быть зарегистрирован у нотариуса.

- Если вы желаете расторгнуть пакт гражданской солидарности (PACS) совместно, вы можете направить заявление о разрыве пакта (PACS) в мэрию по месту регистрации пакта (PACS) или нотариусу, который зарегистрировал такой пакт. Если ваш партнер имеет возражения, необходимо обратиться к судебному исполнителю.
- Расторжение союза в одностороннем порядке во французском законодательстве не предусмотрено.

Родительские права и обязанности

К родительским правам и обязанностям относятся все права и обязанности родителей в отношении своих детей в возрасте до 18 лет. Такие права и обязанности осуществляются совместно и в равной степени обоими родителями, независимо от того, состоят ли они в браке или нет, живут ли они вместе или отдельно (если судебным решением не предусмотрено иное).

Международное похищение или противоправное перемещение детей

Родитель не может единолично принять решение о переселении своего ребенка в другой город или другую страну без согласия другого родителя или судьи по семейным делам. В случае угрозы вы можете обратиться в полицию, жандармерию или префектуру.

Браки по принуждению

Брак требует обоюдного согласия будущих супругов. Если будет доказано, что один из супругов (или оба) вступили в брак по принуждению, такой брак может быть расторгнут, а лица, принудившие к браку, могут быть привлечены к ответственности. Законный возраст для вступления в брак составляет 18 лет для обоих полов.

В случае насилия (бытовое насилие, принудительный брак) судья по семейным делам может вынести защитное предписание с возможностью сокрытия адреса потерпевшего и запрета для лица или лиц, совершивших насилие, на контакт с потерпевшей стороной или ее детьми.

Защита детей

Во Франции ребенок имеет особые права. Он защищен с момента рождения.

Считается, что ребенок в опасности, если определенные аспекты его жизни серьезно нарушены или находятся под угрозой нарушения:

- безопасность : не оставляйте ребенка одного или без присмотра
- нравственность : запрещается подвергать ребенка насилию или показывать порнографические изображения
- здоровье или физическое развитие: запрещается бить или шлепать ребенка
- образование или интеллектуальное развитие : школьное обучение обязательно с 3 летнего возраста
- социальное развитие : не лишайте ребенка социальных связей.

■ Если вы стали свидетелем насилия в отношении ребенка, звоните по номеру 119.

Служба защиты матери и ребенка (Le Service de la Protection maternelle et infantile) ответит на ваши вопросы.

По вопросам детей, подвергшихся насилию, обращайтесь в Центр психотравмы при больнице.

ЗАКЛЮЧЕНИЕ

По любым дополнительным вопросам настоятельно рекомендуется обращаться в правовые организации.

Contacts utiles

■ Pour connaître vos droits :

CIDFF 21 (Centre d'informations des droits des femmes et des familles), informations juridiques gratuites, des permanences sur tout le département de la Côte-d'Or

03 80 48 90 28

France Victimes 21 (Association départementale d'aide aux victimes d'infractions pénales)

03 80 70 45 81

Maison de la Justice et du droit de Chenôve

03 80 51 78 30

Le défenseur des droits

03 80 44 64 35

■ Vous êtes victimes de violences conjugales :

Association Solidarité femmes 21

03 80 67 17 89

Ligne d'écoute anonyme et gratuite

3919

■ Vous devez quitter le domicile :

Pour un hébergement d'urgence

115

Accompagnement social :

Contactez le CCAS de votre commune ou l'Accueil solidarité famille du Conseil départemental de Côte-d'Or

03 80 63 66 00

■ Vous êtes victime de viol ou d'agression sexuelle :

Centre régional Psychotraumatisme

(CHU de Dijon)

03 80 66 91 28

Contactez les travailleurs sociaux :

En Police : **03 80 44 56 47**

En Gendarmerie : **03 80 70 66 38**

Les travailleurs sociaux en police et gendarmerie vous accompagnerons également dans vos démarches si vous souhaitez porter plainte, quel que soit le type de violences.

■ Vous êtes victime de la traite des êtres humains, prostitution :

Service Le Pas (Association ADEFO)

03 80 30 85 28

Dispositif Ac-Sé

04 92 15 10 51

■ Vous êtes blessée ou en état de choc :

Unité médico judiciaire

03 80 29 39 16

Centre régional Psychotraumatisme

(CHU de Dijon)

03 80 66 91 28

CHU – Urgences, professionnels pour vous guider dans vos démarches

03 80 29 37 24

■ Vous avez besoin d'une aide médicale :

CHU - Maternité

03 80 29 52 23

CPAM - Centre d'examen de santé

03 80 76 21 50

IVG - Anonyme et gratuit

08 00 08 11 11

■ Protection de l'enfance :

Allô enfance en danger

Ligne d'écoute gratuite et anonyme : **119**

La Cellule Départementale de l'Enfance en Danger et Urgences (CEDU) recueille les informations préoccupantes et déclenche les mesures de protection

0800 101 119

■ Immigration :

Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII)

03 80 68 30 10

Office Français des Réfugié.e.s et Apatrides (OFPRA)

www.ofpra.gouv.fr

Préfecture de la Côte-d'Or

03 80 44 64 00

Pour la traduction en ukrainien et en russe, remerciements à Anna Yurchenko
